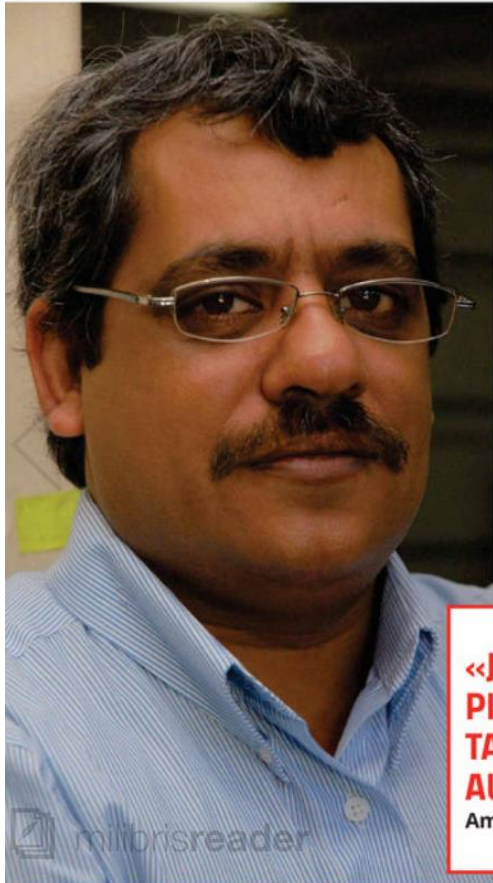


## « Amar Deerpalsing et Jean-Max Appanah Développer une stratégie industrielle pour répondre au Covid-19 »

En cette période de crise, il est **vital** que le gouvernement **accompagne** les industriels locaux et leur accorde un soutien financier appuyé. Il y va de la préservation de milliers d'emplois et de la survie d'un grand nombre de PME. Un avis partagé par Amar Deerpalsing, président de l'Association des Petites et Moyennes Entreprises, et Jean-Max Appanah, cofondateur de Smart Move.



« JE CRAINS LE  
PIRE SI L'AIDE  
TARDE À VENIR  
AUX PME »

Amar Deerpalsing

La Chine et la Corée du Sud ont pu contrôler la propagation du Covid-19 en s'appuyant sur une base industrielle forte. À Maurice, notre secteur manufacturier s'engage à contribuer à sa manière dans la lutte contre le Covid-19, notamment en produisant des masques. Dans quelle mesure est-il nécessaire de consolider le secteur industriel ?

**Amar Deerpalsing** : Cela dépend de la volonté et de la capacité de nos gouvernants. Il n'empêche qu'au fil des décennies, les gouvernements qui se sont succédés ont privilégié l'importation aux dépens de la consolidation de notre capacité industrielle et agricole. Aujourd'hui, l'industrie manufacturière représente 13 % - 14 % du PIB contre 25 % auparavant.

Autre constat : l'investissement dans notre production manufacturière a considérablement régressé. À tel point que si une usine se retrouve en difficulté financière, il lui est difficile de trouver un repreneur.

Si nous prenons l'exemple du textile, ce secteur était en très grosse difficulté et ce, avant l'apparition du Covid-19.

**Jean-Max Appanah** : Nous oublions trop vite que nous avons bâti notre économie d'abord sur le sucre, puis sur notre savoir-faire dans le textile. Il faut retourner aux fondamentaux. Ce savoir-faire existe toujours. Il faudra produire pour différents marchés. Il y a là une opportunité aussi bien pour les grosses entreprises que les petites entreprises. Le Mauritius Standards Bureau vient de présenter des normes pour des masques et autres équipements de protection. Cela peut permettre une montée en gamme des microentreprises qui opèrent dans le textile.

Notre économie souffre encore de l'absence d'une vraie stratégie industrielle. Il est impératif de réinventer le rôle du ministère des PME et de le doter d'un champ d'action encore plus large, adapté au contexte du Covid-19 et de ses répercussions. J'ai réfléchi à un modèle de survie des entreprises pour les PME en cinq phases. Je les ai appelées les 5R : *Resolve, Resilience, Return, Reimagination* et *Reform*. Un super-ministère des PME pourrait jouer un rôle de facilitateur pour permettre à un maximum de PME/TPE de survivre. D'un autre côté, je note le silence des banques dédiées aux PME depuis le début de la crise sanitaire. C'est

« SI ON N'AGIT PAS, ON  
RISQUE DE SE RETROUVER  
APRÈS LA CRISE AVEC DES  
DIZAINES DE MILLIERS  
DE CHÔMEURS »

Jean-Max Appanah



le moment pour celles-ci de donner l'exemple.

Je pense qu'entre autres mesures, il faut protéger les produits locaux avec l'introduction de tarifs douaniers sur les importations. Plus que jamais, le label Made in Moris, développé par l'Association of Mauritian Manufacturers et des industriels mauriciens, est pertinent. Il est aussi urgent que les hypermarchés réservent un espace obligatoire aux produits locaux. Il est également nécessaire de renégocier les traités du COMESA afin que nos produits entrent plus facilement sur les marchés de la région et du continent.

**Le gouvernement a mis en place un Wage Assistance Scheme pour aider les entreprises à assurer le paiement des salaires pour les deux premières semaines de confinement. Au vu de l'impact de cette période d'inactivité économique, ne faudrait-il pas prolonger, voire augmenter le quantum de ce plan d'aide d'autant plus que le gouvernement dispose d'un « Warchest » d'environ Rs 30 milliards apporté par les bailleurs de fonds ?**

**Amar Deerpalsing** : Je pense que l'État devrait logiquement soutenir les opérateurs jusqu'à la fin de la période de confinement, qui a été étendue au 4 mai. Le contraire serait suicidaire car de nombreuses entreprises ne pourront pas assurer le paiement des salaires.

Je crains le pire si l'aide tarde à venir aux PME qui sont financièrement très fragiles et aussi pour les employés. Rs 30 milliards, ce n'est rien du tout quand on sait que notre PIB tourne autour de Rs 500 milliards.

**Jean-Max Appanah** : Avant toute chose, il faudrait connaître le montant réel dépensé ces dernières semaines. Si le Warchest ne comprend que Rs 30 milliards, cela signifie-t-il que nous pouvons tenir que pendant sept mois ? La situation est difficile. C'est inévitable : nous entrerons en récession. Cependant, il faut se poser une question : comment le pays va-t-il récupérer tous ces fonds ? Dans ce débat, il incombe de faire la distinction entre l'aide financière et l'assistance financière. Il est clair que la situation exige des mesures exceptionnelles, mais il ne faudrait pas compenser tout cela par une augmentation des taxes. J'accompagne depuis plus de sept ans des TPE et des PME. Je soutiens ainsi la pétition de Jean-François Lecknring, notamment par rapport aux revendications suivantes :

l'extension du moratoire sur les prêts personnels contractés auprès des banques et des compagnies de leasing, une politique de prêts auprès de la Banque de Développement sur cinq ans à un taux d'intérêt ne dépassant pas 2,5%, le gel du VAT Return pour le premier trimestre de 2020 et le gel de nos contributions au Fonds national de pension pour six mois. Je suis inquiet car je crains que les TPE et les PME ne s'endettent et que la reprise ne soit encore plus difficile pour elles.

**La dette publique tourne autour de 64 % du PIB. Elle va grimper jusqu'à 70% en comptant les Rs 30 milliards de dette extérieure. Doit-on prendre le risque d'utiliser cette masse monétaire uniquement pour payer les salaires en attendant un retour à la normale ?**

**Amar Deerpalsing** : Entre les lignes, le gouvernement semble indiquer que tant que le virus sévira à Maurice et que le risque sanitaire est présent, il prendra à sa charge les supports financiers. Du moins, c'est ce que les Mauriciens semblent comprendre. Si nous

partons de ce postulat, notre endettement total dépendra du nombre de jours où nous serons confinés. À ce propos, il faut faire ressortir que Moody's a déjà abaissé l'indice de risque du pays.

Dans un autre côté, 35 000 foyers sur le registre social ont reçu des packs de première nécessité. Les employés du secteur informel, quant à eux, toucheront la moitié du salaire minimum. S'agissant du secteur formel, les opérateurs seront payés à partir des caisses de l'État. Enfin, dans la fonction publique et les corps parapublics, les salariés vont être payés dans leur intégralité.

**Jean-Max Appanah** : En cette période de crise mondiale, je pense que la priorité ne doit pas être la dette publique, mais bel et bien la mise en place de mesures visant à préserver l'emploi et à soutenir les PME et TPE. Si on n'agit pas, on risque de se retrouver après la crise avec des dizaines de milliers de chômeurs et plus de 50 % des entreprises en faillite.